La vi[II]e à l'envers / Ville et résilience à l'ère Covid

SABINE CHARDONNET DARMAILLACQ

Au moment du dernier clic pour l'envoi de l'ouvrage chez l'éditeur, nous voyions partir de Chine une vague d'origine naturelle amplifiée et accélérée par les flux intenses des personnes comme des ressources et les modes de vie humains. La menace épidémique du SARS-CoV-2¹ s'est propagée du moi au toi et au nous, reliant nos souffles, nos gestes intimes au monde. Elle a touché nos échanges conscients et inconscients, l'inspire vital et le geste de la main, nous obligeant à réduire les contacts sociaux et à avoir les « bons gestes ». Les bouleversements considérables à différentes échelles causés par la Covid-19 nous ont renvoyés à notre manière de nous comporter et de faire face aux défis, individuellement et collectivement. La santé de chacun dépend de la santé de tous et nous rappelle que nous sommes des êtres de relation interdépendants. La crise sanitaire devient aussitôt sociale et économique.

Le projet d'une postface s'est donc imposé, car comment laisser diffuser en 2020 une publication à propos des *Villes et territoires résilients* qui serait restée muette sur un tel enjeu? Face au foisonnement de réactions et commentaires, mais en l'absence d'études scientifiques, de statistiques validées, comme de connaissances solides sur ce virus et ses effets réels, nous ne prétendrons pas ici analyser la crise sanitaire et ses conséquences multiples, ce que les chercheurs feront en temps voulu avec les outils appropriés. Nous nous proposons d'interroger certaines observations saillantes, en particulier sur le travail, les formes de l'activité, la mobilité et l'aménagement de nos espaces de vie, en tentant de compléter nos réflexions sur les questions qu'elles posent aux villes et territoires, sous cet angle que nous n'avions évoqué qu'indirectement.

^{1.} Nous savons qu'au cours des quatre dernières décennies, plus de 70 % des infections émergentes se sont avérées être des zoonoses, soit des maladies infectieuses animales transmissibles à l'être humain.

Dès le déconfinement, on a vu abonder des décisions prises de toutes parts (villes, régions, États, institutions européennes ou mondiales, groupes sociaux auto-organisés), et se confirmer ici encore la nécessité de l'alliance du politique et des comportements citoyens dans les perspectives d'action, d'anticipation et de résilience. On peut cependant s'interroger sur les jeux d'acteurs et les transformations déjà à l'œuvre selon diverses temporalités.

Les points saillants que nous allons traiter sont à l'évidence interconnectés dans la pensée sur la ville, mais nous les abordons sous la forme de courts articles : la ville à l'envers, la ville redistribuée, la ville commerciale, la ville mobile, la ville productive, la ville politique, la ville à venir.

La vi[II]e à l'envers

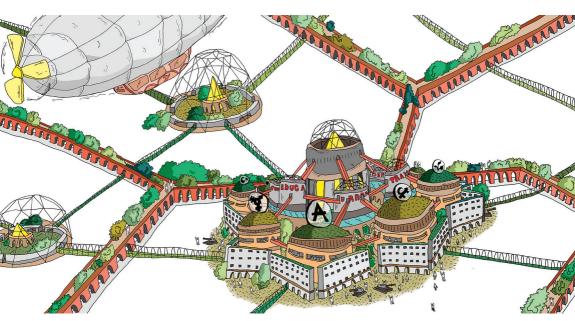
La gestion de la crise en phase initiale et ses conséquences locales et mondiales à moyen terme font déjà débat. La ville à *l'envers*, celle où les échanges et vis-à-vis constitutifs de l'urbanité seraient toxiques, et ses citadins masqués sont-ils si surprenants que cela?

La mise en panne économique mondiale, inédite dans l'histoire moderne, et ses huis clos locaux ou nationaux, l'activité surmultipliée des hôpitaux au bord de l'effondrement dans de nombreux pays ont donné à voir un présent inquiétant qui s'est imposé entre un passé souvent critiqué et un futur à réinventer. À la croisée de nos rêves d'expansion sans limites et de la conscience de nos ressources quant à elles limitées, c'est bien l'humanité entière qui subit cette crise qui aura fait vaciller nombre de certitudes. Si le monde et ses villes coexistent depuis longtemps avec les épidémies, et ce bien avant la mondialisation, les villes se sont trouvées une fois de plus en première ligne tant pour les concentrations de malades que pour l'amplification sociale, culturelle et logistique des effets du confinement et enfin pour les réponses à la crise. Dans les pays les plus développés, après que nous ayons supposé vaincus les problèmes de santé publique urbaine, nous découvrons que nous les avions largement oubliés ou sous-estimés.

De nombreuses voix s'élèvent pour dire que le contexte de réponse, l'ambition de rebond ne pourront prétendre au réel sans une posture écologique, en ménageant notre environnement, tant la superposition du réchauffement climatique et des répercussions de la crise sanitaire ajoutera à la difficulté. Cependant, nous savons que les pandémies ont

été le plus souvent suivies de changements profonds dans les sociétés impactées, de rebonds créatifs, d'émergences culturelles et scientifiques importantes.

L'épidémie, à la fois choc et menace latente, a rompu le continuum historique, comme le décrit Anne Dujin², rédactrice en chef de la revue *Esprit* : « L'épidémie n'est pas une apocalypse. Si elle suspend le temps, elle y est circonscrite. Il y aura un "après", dans lequel nous cherchons déjà à nous projeter. À ce titre, l'épidémie constitue davantage une catastrophe, au sens du hiatus qui rompt le continuum historique. »



Dessin Joseph de Metz

^{2.} Anne Dujin, « Le virus dans la cité », Esprit, mai 2020.

Désynchronisations temporelles et spatiales

Le confinement a donné un nouveau sens à la temporalité. Ces expériences de temps vécus ne relèvent pas d'un même rythme selon les acteurs et les situations : le rythme effréné des soignants, le temps long de la privation de mouvement, le temps nouveau que l'on prend pour parler aux autres, le temps accéléré des volontaires proactifs, le temps multiplié de travail sur écran... Nous n'avons pas toutes et tous vécu la même chose de la même façon.

Les villes et les territoires n'ont pas vécu la crise au même rythme, ni de manière identique, selon leurs localisations, densités ou dépendances, que celles-ci soient alimentaires, sanitaires, éducatives ou économiques. Une nouvelle cartographie spatiale et temporelle mais également dynamique, s'est dessinée avec le découpage d'un territoire jusqu'ici unifié, suivant la carte des clusters et des régions plus ou moins touchées, au plan national ou mondial. La carte fluctuante circonstancielle des zones en vert, orange, rouge a, un moment, redistribué le temps et les droits à la vi[ll]e. Il saute aux yeux que citoyens d'un même pays, nous ne sommes pas égaux devant la maladie. Et encore ce découpage ne nous était-il pas montré à l'échelle fine des quartiers et des fragilités sociales. Cette désynchronisation rend difficile la communication publique et redonne à la parole locale un poids plus immédiat et plus fort. Les variations de rythme du dé-confinement et du franchissement rétabli des limites départementales et frontières nationales³ sont une nouvelle image de discontinuité des espaces qui impacte la vie quotidienne, les projets professionnels ou de vacances, comme les rêves résidentiels et le tourisme, avec son puissant levier économique.

Devant cette désynchronisation nationale, cette discordance des territoires, comment trouver une efficience de gouvernance territoriale et domestique? Les villes et les régions seront-elles des acteurs fondamentaux? Peut-on supposer dans les capacités d'action, une inversion des dynamiques d'acteurs?

^{3.} Réouvertures progressives et variables de l'espace Schengen, quarantaines imposées selon les pays, régions ou villes touchées par l'épidémie. Les risques de stop-and-go liés aux aléas des vagues virales dessinent un horizon incertain psychologiquement, géographiquement et économiquement.

La ville redistribuée

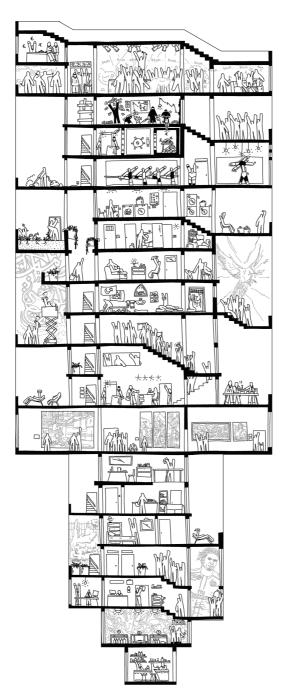
Les réseaux d'eau, d'assainissement, d'énergie, l'infrastructure numérique et la plupart des réseaux logistiques ont tenu pendant les phases mondialement alternées et successives de confinement. Ils ont permis la première réponse à la pandémie, avec l'exercice de cet enfermement. Le monde numérique en particulier a retourné la situation.

Le domicile est d'habitude ce lieu d'où l'on sort pour aller travailler, étudier, faire des courses, aller au concert ou au match, se promener, accéder aux aménités. Ce sens sortant a été renversé et c'est alors la ville qui est venue à nous dans nos domiciles, ou tout au moins certains de ses services. Tous les domaines ont été touchés : santé, travail, consommation, déplacements, formation, lien social, activités culturelles, sportives et de loisirs.

Avec le télétravail et le téléenseignement, le travail est entré dans notre espace domestique, certes malaisément pour ceux qui ne disposaient pas des conditions numériques appropriées. Et le domicile est devenu un espace surexploité, au partage plus compliqué et concurrentiel que d'ordinaire. La logistique a activé le mouvement entrant des marchandises par les livraisons à la porte. La rumeur de la ville avait disparu, remplacée par une intensification du flux d'information sur nos écrans.

Conditions d'habitation et de travail en débat

Est-ce l'exposition professionnelle des métiers non confinés ou les conditions sociales et de logement qui auront joué sur la contamination ou encore la densité démographique et la sur-occupation des logements sociaux? Les études statistiques ne manqueront pas de le préciser. Les inégalités sociales et spatiales portent sur le logement comme sur les lieux et modes d'exercice du travail dont les interdépendances ont été particulièrement exposées lors de la phase de confinement. La polarité des marchés urbains du travail est apparue plus lisiblement aux yeux de tous : pour certains - qui exercent une activité à forte intensité de connaissances et au salaire élevé ou une mission de service à contact indirect -, ils ont eu et auront encore les moyens et souvent le choix de travailler à domicile ou à distance; pour d'autres, affectés à des rôles de service de fort contact, ils se sont trouvés et resteront doublement exposés, d'une part, physiquement au virus en continuant de travailler et, de l'autre, économiquement avec la perspective de perte de revenus s'ils ne travaillaient pas, ou si leurs lieux de travail étaient fermés.



Dessin Joseph de Metz

La vulnérabilité des grandes villes à la maladie serait-elle liée à leur taille et à leur densité? L'une des interprétations souvent alléguées de l'épidémie Covid-19 a voulu faire de la densité un risque, alors que certaines considérations environnementales de la ville durable, comme l'attention à la préservation des sols contre l'artificialisation et la limitation de la pollution, mais aussi les qualités compensatoires des services urbains et les forces économiques penchaient pour la ville dense. Les modèles épidémiologiques interprètent la propagation du virus au prisme des surfaces où se jouent l'ajustement des proximités, des distances entre les personnes, les activités et les lieux habités : ainsi se nourrit le débat sur la densité urbaine, l'intensité d'usage des espaces collectifs, l'occupation des logements.

Dans les Entretiens de la Fabrique de la Cité⁴, Marie Baléo, explique ceci : « Ces discours et analyses identifient, à raison, un lien entre épidémie et densité mais se fourvoient lorsqu'ils font de cette dernière le facteur principal de la propagation de l'épidémie. En effet, la dynamique de l'épidémie est liée non à la densité de population en tant que telle mais à la densité des contacts sociaux. »

Par ailleurs, Chloë Voisin-Bormuth⁵, directrice des études et de la recherche à La Fabrique de la Cité, pose la question suivante : « Pourquoi certaines villes très densément peuplées ont été, *in fine*, peu affectées par le Covid-19?... À l'inverse, les zones moins densément peuplées que les villes-centres des grandes métropoles ne sont nullement à l'abri des épidémies; il apparaît même que les premiers cas de coronavirus détectés en Europe et aux États-Unis l'ont tous été en périphérie urbaine ». Et elle précise encore ce diagnostic : « Les hubs habituellement cités, à savoir les métropoles, disparaissent ici pour faire apparaître une géographie des établissements industriels, des lieux de résidence et des relations privées. Cette géographie, c'est celle de la périphérie, qui se révèle ainsi distinctement comme lieu d'habitat, de mobilités, de relations interpersonnelles, où les gens se côtoient étroitement et, donc, se contaminent. »

^{4.} Marie Baléo, La Fabrique de la Cité (2020), « Derrière les mots : densité urbaine ». https://www.lafabriquedelacite.com/publications/derriere-les-mots-la-densite/

^{5. «} *Coronavirus and the city*, ou ce que les pandémies disent des espaces urbains », publié le 13 mars 2020. https://preview.mailerlite.com/u5d6h8/1376079754800664491/07l4/.



Dessin Joseph de Metz

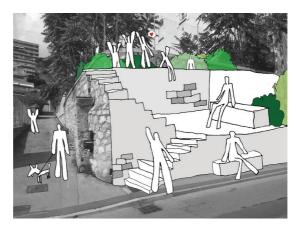
Alain Bourdin⁶, sociologue et urbaniste, considère de son côté que la question de la densité en cache deux autres, plus importantes : qu'est-ce que « l'habiter » aujourd'hui et demain? Comment répondre aux attentes dans ce domaine tout en luttant contre le réchauffement climatique?

Ce qui est en jeu, ce sont bien nos interactions, nos comportements et modes de rapport aux autres, nos modes de mobilité, nos habitudes et automatismes dans nos comportements urbains. La proxémie, nos façons d'occuper l'espace urbain témoignent de notre identité, de modes culturels et de situations de fréquentation d'un lieu. Une inhabituelle représentation du corps et des distances intimes, sociales ou publiques pose dès lors la question de nouvelles allocations spatiales permettant à la fois de préserver sécurité sanitaire et vie urbaine, dans la ville de l'échange, à moins d'en réduire largement la fréquentation. Une plus grande générosité dans les espaces alloués, est-elle un levier pour une ville plus résiliente aux épidémies? Cela vaut pour la conception des immeubles de logement en réponse à l'élargissement des activités domestiques : qu'il s'agisse de prévoir des pièces en plus, indépendantes mais proches, des annexes des appartements permettant l'hébergement d'un parent ou d'activités de travail, ou des lieux collectifs dans les immeubles pour accueillir les pratiques collaboratives, ou encore des espaces extérieurs de proximité auxiliaires du domicile pour une ville à échelle humaine. La détresse sanitaire et psychologique des maisons

^{6.} Alain Bourdin, « La ville malade du coronavirus », blog de RIURBA, Revue internationale d'urbanisme. http://www.riurba.review/2020/04/la-ville-malade-du-coronavirus.

de retraite et le drame de la mise à distance intergénérationnelle demandent de concevoir une autre solidarité et un autre imaginaire de vie, l'invention d'une autre architecture résidentielle plus intégrative. De tels programmes d'habitation dépassant la standardisation usuelle permettraient, par exemple, d'envisager des regroupements générationnels pour établir les anciens à proximité des familles en autonomie accompagnée.

Après l'expérience de certains, confinés pendant deux mois et qui ne disposaient ni de lumière, ni de balcons, ni d'un jardin de proximité, l'espace public est redevenu à l'évidence un élément central qui se doit d'être généreux : la densité urbaine rend nécessaire un rapport plus équilibré entre les intérieurs et les extérieurs. Cet extérieur augmenté dont nous avons besoin reste à qualifier. Pour qui et comment? Qui en assure l'entretien? Quels espaces en commun dans un monde dispersé? Pour Peggy Mertiny directrice d'études sur le stationnement au Cerema⁷, « la pression sur l'espace public va être d'autant plus forte que les espaces sociaux "intérieurs" seront contraints. Il est donc tout à fait possible d'imaginer l'espace public comme prolongement de certains équipements : des sas, par exemple, des terrasses comme nouveaux lieux de rencontre, etc. ». Cela pourrait constituer un atout pour faciliter la flexibilité et l'adaptabilité des dispositifs architecturaux et urbains à différentes situations qu'elles soient sanitaires ou non.



Dessin Joseph de Metz

^{7.} Cerema, Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, mai 2020.

Le numérique en gardant le contrôle

Nous l'avons vu, notre quotidien ne saurait se passer des usages numériques qui s'invitent dans notre vie et notre travail, amplifiant les collaborations, les partages, élargissant les loisirs et réduisant les déplacements. Les services entre particuliers encouragent le réemploi, l'échange de biens et de services, les achats groupés ou encore la mobilité partagée avec le covoiturage et l'autopartage, etc. Les plateformes productives favorisent l'économie circulaire.

Cependant, il reste à en mesurer les impacts réels sur notre vie et sur l'environnement. Les bénéfices attendus ne sont pas toujours au rendez-vous selon le chercheur Laurent Lefèvre⁸, si l'on évalue bien, d'une part, la sur-sollicitation de notre attention et, d'autre part, avec le foisonnement des équipements et la prolifération d'applications plus ou moins utiles, la consommation d'énergie et de matières premières, la pollution, la production de déchets. Certes, plus aucun secteur de la ville n'échappe au numérique, mais comment le contenir au service de l'urbanité⁹? Il est bon de rappeler ici que si le numérique permet d'éviter certains déplacements physiques, ce secteur représente à ce jour environ 4 % des émissions de gaz à effet de serre, ce qui est équivalent au secteur de l'aviation civile. Il devient donc important de savoir quelle place lui donner dans nos pratiques quotidiennes et urbaines.

Philippe Lemoine, dans un article intitulé « Visages du jour d'après », nous appelle à la raison :

Notre avenir sera numérique, mais il n'est pas écrit pour autant. Le moment est venu de créer des coalitions capables de lier les enjeux numériques aux enjeux écologiques, et d'ouvrir ainsi de nouveaux possibles... Le précédent cycle du numérique, celui qui s'est terminé avec la crise de 2008, s'était donné comme horizon la mondialisation, entendue comme une intégration des chaînes de valeur au sein d'un marché mondial des biens et des services. Au moment où la notion même de pandémie amène à penser la santé des plus pauvres et des plus fragiles en lien avec la nôtre, les priorités doivent changer radicalement. En même temps que tout le monde se demande comment

^{8.} Laurent Lefèvre est chercheur dans l'équipe-projet Reso, au laboratoire LIP (Umr CNRS, École normale supérieure de Lyon, Inria, université Claude Bernard). « Le coût écologique d'Internet », *Pour la science*, janvier 2010, n° 66, p. 40-41.

^{9.} Les objets connectés nomades ou au domicile demandent des connexions et une consommation d'électricité quasi-permanentes, ainsi qu'un énorme stockage de données en data centres pour des fonctions parfois futiles. Les logiciels eux-mêmes sont souvent énergivores.

utiliser le numérique pour relocaliser les productions stratégiques, il faudrait tendre vers un horizon qui permette de penser la Terre comme bien commun, comme Mère-patrie d'une humanité liée par un destin partagé ¹⁰.

La ville commerciale

Les rideaux baissés et les vacances commerciales

Les villes moyennes françaises constataient depuis plusieurs années une baisse de l'activité commerciale dans les centres villes qui a motivé le Programme national « Action cœur de ville » pour lutter contre la dévitalisation des rez-de-chaussée urbains 11. Une rue aux rideaux baissés c'est une rue moins fréquentée et une représentation dégradée de leur quartier pour les habitants. Outre la mutation économique, c'est bien l'avenir des espaces urbains qui est en cause, alors que de plus en plus le e-commerce fait du tort à l'urbanité¹². Les fermetures ont connu une amplification inquiétante avec la crise, pendant et après le confinement. Néanmoins, en réponse au confinement, le commerce urbain sous contrainte a trouvé de nouveaux moyens de fonctionnement et de communication pour répondre aux besoins primaires en particulier alimentaires, comme pour sa survie. Le commerce en ligne et les livraisons à domicile en sont sortis renforcés. Les commerçants de quartier se sont souvent organisés sous forme de plateformes locales interposées entre le client et l'entreprise, afin de fournir des produits

^{10.} Philippe Lemoine, « Visages du jour d'après », revue *Esprit*, avril 2020. Président du Forum d'Action Modernités et de la Fondation Internet nouvelle génération, il est l'auteur d'un rapport sur la « transformation numérique de l'économie française » remis au gouvernement le 7 novembre 2014.

^{11.} Les analyses du Cerema précisent à ce sujet l'intérêt de transformer des boutiques pour faire vivre des rues. Ainsi à Pantin, la Ville a utilisé différents outils comme la définition d'un périmètre de sauvegarde du commerce, des chartes d'encadrement des loyers commerciaux, la priorisation de l'installation d'activités d'artisanat dans les surfaces commerciales vides du centre-ville, la mise en place de partenariats avec les différents acteurs, ou la création d'une Foncière immobilière commerciale... Cette démarche s'intègre dans une stratégie globale de la Ville, qui intègre aussi les questions transversales comme les mobilités douces, et l'habitat. Autre exemple, à Saint-Étienne, le projet « Ici Bientôt » agit sur les locaux vacants dans leur interaction avec l'espace urbain. Il revitalise la rue en animant à la fois les vitrines vides, le trottoir, la chaussée. À l'aspect commercial, il associe des installations artistiques et culturelles éphémères pour apporter une attractivité nouvelle. Source : Le Forum des solutions : partager les expériences pour revitaliser les centres villes, Cerema, 25 février 2020.

^{12.} Le mouvement de disparition du commerce physique est plus profond encore aux États-Unis avec la *Retail Apocalypse* qui résulte en particulier de l'essor du e-commerce.

de proximité. Les modèles déjà en plein essor des circuits courts producteur-particulier et des tournées de distribution ont connu un succès qui sera sans doute durable 13. Les étapes de consommation se sont raccourcies, grâce à cette forme hybride de e-commerce en boutique, de la proximité réelle de l'information en ligne sur l'offre et de la livraison à domicile, des points de collecte, des drives piétons ou non, des précommandes collectées au marché, ou des dépôts en boutiques partenaires. Ceci à une échelle qui n'a rien à voir avec les plateformes mondialisées.

Ces nouvelles formes de communication pourraient perdurer à la condition de s'interroger sur leur caractère identitaire et relationnel avec le client. La survie des commerces de centre-ville en déclin depuis des années pourrait-elle gagner à enrichir l'offre de services vers les clients, à mutualiser des ressources et élargir les partenariats en intelligence avec les villes initiatrices de programmes d'urbanisme transitoire et garantes des régulations, *via* par exemple l'usage des Foncières publiques?

La question du e-commerce et de la logistique sans médiation humaine

Le choc économique et les nouvelles formes de comportement commercial interrogent le futur de l'urbanité et de l'échange social. Selon l'économiste Daniel Cohen, on voit que les gagnants de cette crise sont les GAFAM et les BAXT¹⁴, en particulier Amazon, champion du commerce en ligne. Pour lui, « la distanciation sociale condamne toutes les activités où le client et le prestataire sont en vis-à-vis, du commerce traditionnel à la santé ou à l'éducation... [or] l'objectif du numérique vise à réduire les coûts de tous ces lieux de contact qui font le sel de la civilisation urbaine ¹⁵ ». Il interroge ainsi l'effet du développement de ce nouveau capitalisme numérique qui pourrait nous plonger dans une

^{13.} Depuis 2011, par exemple, « La Ruche qui dit Oui! », avec un catalogue en ligne regroupant 10 000 producteurs locaux, révolutionne le marché de l'alimentation avec plus de 1 500 « ruches » à travers la France. Des ruches qui distribuent des produits cultivés dans un rayon de 250 km maximum et commandés par les particuliers *via* la plateforme en ligne, et ceci sans engagement. Voir le site « enlargeyourparis.fr », 29 août 2019.

^{14.} Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft et Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi.

^{15.} L'économiste Daniel Cohen, dans un entretien avec le journaliste Gérard Leclerc dans la revue *We Demain* n° 30, évoque la naissance d'un nouveau type de capitalisme mêlant démondialisation et triomphe du numérique.

autre sorte de confinement permanent, voire suggérer une diminution des ressources et des locaux, par exemple de l'enseignement supérieur, dans une perspective d'efficacité à court terme.

L'appareil commercial est confronté à des mutations profondes avec l'amazonisation de la e-consommation, ce commerce apparemment « sans contrainte », à l'échelle non plus urbaine mais mondiale. On peut s'interroger sur les effets négatifs d'un développement accéléré du e-commerce mondialisé, quand se dégrade la situation urbaine commerciale et artisanale, avec la faillite des pôles urbains et centres villes. « Le commerce est en effet une activité privée qui comporte de forts enjeux publics, il s'agit donc d'un choix citoyen », précise le sociologue Vincent Chabault ¹⁶. Le bien-être en magasin repose sur la rencontre et l'échange social, le client y existant comme une personne qui reçoit de l'attention et du conseil, avant d'être un acheteur en mode approvisionnement. Sans cette interface, que deviennent la rue, sa porosité vers les immeubles, ses qualités d'animation et pratiques sociales activées par ce que l'architecte urbaniste David Mangin nomme les rez-de-ville?



Dessin Joseph de Metz

^{16.} Vincent Chabault, Éloge du magasin. Contre l'amazonisation, Paris, Gallimard, 2020.

À ce défi récurrent dans la ville contemporaine du commerce, s'ajoute celui d'une possible automatisation de la logistique commerciale avec la perspective de la livraison autonome pour le(s) dernier(s) kilomètre(s). Complément de la commande en ligne, elle offre une capacité de livraison 24 heures sur 24. La cible de produits visés inclut les denrées alimentaires. Des droïdes ou robots livreurs sont déjà répandus dans des villes chinoises, colombiennes ou américaines, pour résoudre à moindre coût pour les vendeurs la question logistique du dernier kilomètre 17. Ils ont été, avec la crise de la Covid, légitimés ces derniers mois par des considérations de précaution sanitaire. L'usage du robot urbain livreur mérite réflexion, car s'il apporte une certaine efficacité, il ne doit pas dévitaliser nos espaces urbains et nos lieux publics par une dépersonnalisation des échanges et une perte de liberté d'improvisation, au profit d'une figure fonctionnaliste imposée.

Cette amplification du mode commercial du « sans contrainte » et « sans contact », quand celui-ci dispense le citadin de sortir faire ses courses revient à lui suggérer l'auto-confinement, et à réduire les rencontres de quartier ou de proximité. Faire ses courses à toute heure, sans sortir de chez soi ni quitter son écran de télétravail ou son coach sportif en ligne et remplir sa poubelle d'emballages superflus, serait-ce là notre imaginaire de la ville hygiéniste du xx1° siècle? Celle où l'on vivra un confinement fonctionnaliste et non plus sanitaire? Néanmoins, si le commerce et l'artisanat local parviennent à se réinventer, s'hybrider, avec l'appui citoyen d'un comportement de consommation favorisant proximité et économie circulaire, ce modèle du commerce digitalisé ne devrait pas avoir raison de l'urbanité, ni des métiers de la rue, des facteurs, livreurs, commerçants, marchés alimentaires urbains en plein air 18.

^{17.} Les différents modèles de robots de livraison automatisée se déplacent sur les trottoirs à la vitesse de la marche et, pour certains, peuvent se décharger seuls sans interaction humaine ou transporter des objets dans un rayon de 6 km. Ils occupent un espace habituellement réservé à la marche dans l'espace public.

^{18. «} L'essor de nouvelles cultures marchandes, qui s'articulent notamment autour de la qualité, de la production locale, du sain, réinterroge le modèle des magasins. Certains vont disparaître, d'autres vont évoluer, d'autres modèles encore vont éclore. La percée des épiceries et supermarchés bio est spectaculaire sur l'ensemble du territoire... Le retour au commerce de proximité de centre-ville est à prévoir de mon point de vue et je juge positive l'intervention des pouvoirs publics en ce sens (avec le programme « Action cœur de ville »). Il reste toutefois à garantir l'égalité fiscale entre les plateformes et les commerces physiques » : Vincent Chabault, déjà cité.

La ville mobile

Phénomène spatial, incarné, virtuel et social... la mobilité est un acte organisateur essentiel de notre vie qui façonne, anime et contraint les villes, rappelle le sociologue anglais John Urry¹⁹.

Les effets contradictoires de la crise Covid-19 sur les mobilités et l'offre de service sont puissants : d'une part, l'offre de service croissante accentue la fortune des GAFA, de l'autre, l'économie du transport s'effondre. À l'aune du virus, les réseaux de transports publics urbains denses qui étaient l'un des leviers de la ville durable et de la lutte contre la pollution urbaine de l'air sont aujourd'hui perçus comme dangereux. La crainte de la promiscuité et de l'infection l'emporte sur les bénéfices de la proximité et de la rapidité d'accès. Avec la forte diminution de l'offre de service pendant le confinement, puis de l'usage des transports en commun, c'est la colonne vertébrale de la ville mobile et des systèmes spatiaux urbains et territoriaux qui est mise à mal. La baisse de fréquentation des réseaux de transports qui résulte de cette vulnérabilité et de l'amplification du télétravail et l'endettement gigantesque résultant de la crise sanitaire les confronte à court terme, et sans doute au-delà, à un problème de financement d'un service pourtant essentiel à la vie urbaine et réponse première à l'urgence climatique, qu'il va être long et coûteux de reconstruire. Une question qu'il faudra résoudre avant leur effondrement et le retour massif à la mobilité individuelle, en particulier dans la perspective plus ou moins proche du retour d'une pandémie, celle-ci ou une autre.

Quant à la voiture électrique, pour le sociologue Alexis Rigal²⁰, « elle est le symbole même de la contre-productivité », en particulier par la congestion et la paralysie de la ville qu'elle crée. Et d'ajouter : « Les mégalopoles sont trop grandes. Elles rendent l'individu dépendant des commodités, réduisent ses capacités d'autoproduction, multiplient les distances entre les lieux de vie, rendent le confinement moins supportable par leur absence d'espaces pour *respirer* ».

La pandémie nous aurait-elle fait oublier le rôle délétère de la pollution urbaine sur la santé et la morbidité dans les métropoles? Étant donné les convergences de vulnérabilités et les combinaisons possibles

^{19.} John Urry, « Les systèmes de la mobilité », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2005, vol. 1, n° 118, p. 23-35. doi :10.3917/cis.118.0023.

^{20.} Alexandre Rigal, « De la contre-productivité globale. La critique de la mobilité et la crise du coronavirus », Forum Vies Mobiles, 15 avril 2020.

des effets respiratoires de la Covid-19 et de la pollution de l'air, les enjeux sanitaires impliquent à la fois de rendre les transports publics urbains plus sûrs et d'orienter plus avant les mobilités individuelles vers les modes actifs, la marche et le vélo.



Dessin Joseph de Metz

Des espaces recomposés pour des comportements nouveaux

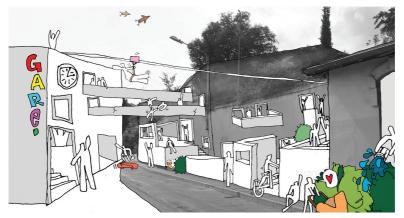
Les précautions sanitaires et gestes barrières posent la question des réallocations spatiales dans l'espace public. Avec la dé-densification des groupes apparaît le besoin d'aménager les temps d'usage et d'étendre l'espace des pratiques collectives. Nombreuses sont les métropoles européennes qui ont pris les choses en main, pour engager un urbanisme transitoire ou tactique²¹ afin, d'une part, de combattre le retour en force de la voiture et la congestion polluante du trafic et, d'autre part, de redonner place à la vie urbaine et aux échanges sociaux. Les actions urbaines expérimentales et participatives intéressent les

^{21.} L'urbanisme tactique, souvent non-conventionnel et réversible, ne nécessite pas d'investissement majeur et permet d'utiliser l'espace public comme terrain d'expérimentation ou de recherche. Nombreux sont les travaux de l'architecte urbaniste danois Jan Gehl, pour l'aménagement de l'espace public dans ce qu'il nomme les Livable Cities, qui se sont appuyés sur des phases expérimentales pour convaincre aussi bien les citadins que les politiques de l'intérêt de solutions nouvelles. Libres de normes, les actions se déploient de la pose de peinture au sol pour constituer des pistes cyclables ou des passages piétons à l'utilisation d'espaces dédiés aux parkings, à la piétonisation temporaire de rue, à l'organisation de réunions de quartiers, ou encore à la mise en place de commerces informels.

villes selon un double objectif : faire évoluer les comportements par l'expérimentation tout en détectant les conflits et tester des solutions flexibles à moindres frais, en se dégageant des références normalisées, avant des investissements plus durables.

Il s'agit de répondre sans attendre par des aménagements temporaires aux concurrences surfaciques et de flux entre les modes de déplacement, et de soutenir l'animation de l'espace public, des trottoirs, terrasses de cafés plus que jamais plébiscitées après un confinement, avec l'extension extérieure des activités commerciales et de l'espace marchable sur la chaussée. Ainsi à Paris comme à Barcelone ou Milan, des kilomètres de chaussées sont soustraits aux voitures, afin d'élargir les trottoirs pour préserver les distances de sécurité et favoriser la marche, et de déployer de nouvelles pistes cyclables. Les débats vont bon train et pas seulement avec les automobilistes. Les équilibres sont encore à trouver entre tous les modes mobiles. On assistait déjà dans les villes denses et les quartiers centraux à des conflits d'usages et d'intérêts entre les cyclistes et les piétons, sans parler des flottes privées de trottinettes. Il reste important de porter une attention particulière aux personnes à mobilité réduite et tout particulièrement aux non ou mal-voyants, éminents utilisateurs du sens tactile qui se trouve entravé par les mesures barrières. Ces grands marcheurs sont en effet totalement désorientés par les nouveaux encombrements de trottoirs et les extensions sur la chaussée.

À la faveur de l'expérience de ces mutations provisoires, les villes pourraient-elles passer à une planification plus formalisée, une recomposition, en repensant le stationnement et les mobilités actives, le réseau de rues lorsque certaines seront trop resserrées pour accueillir les flux motorisés? Les concurrences d'usages et les conflits d'intérêts qui ne manqueront pas d'émerger demanderont aux politiques de déployer, après l'expérimentation des mesures d'urbanisme temporaire, une stratégie plus durable à la fois opérationnelle, pédagogique et sociale.



Dessin Joseph de Metz

Vers une révolution des mobilités après la mobilité à tout prix?

Les perturbations résultant de la crise Covid-19 se produisent dans un contexte de connectivité internationale accrue par les déplacements humains, le tourisme et les échanges commerciaux, le tout sur fond de changement climatique. La mobilité à tout prix, la mobilité de masse ont été à la fois moteur et résultat de la croissance. Le thème du tourisme n'avait pas été abordé lors de notre colloque. Il est l'un des principaux facteurs de la « sur-mobilité » humaine actuelle et aujourd'hui, l'une des principales victimes économiques et sociales de la crise. Le tourisme low-cost et la surabondance d'offre touristique ont eu des effets pervers. Cela touche aussi bien l'économie des villes que la réponse à leur vulnérabilité due à la pollution de l'air — qui tue plus que le SARS-CoV-2 — et au déséquilibre des prix du logement. L'équation est difficile pour le « sur-tourisme ». Peut-on penser que la question du vrai prix imposerait de nouveaux arbitrages dans les budgets et qu'un rétrécissement de ce marché serait une hypothèse possible?

On envisage de réduire les mobilités pendulaires grâce au télétravail mais on se préoccupe moins du mouvement mondialisé des objets et composants y compris alimentaires ou pharmaceutiques, de leur logistique sans autre limite que celle du prix apparent du produit. En prévision de chocs et vulnérabilités associées ou non aux pandémies et au changement climatique, la prochaine révolution urbaine, avec ou contre la consommation numérique, sera-t-elle celle des mobilités? Celles-ci ont été jusqu'ici traitées selon des logiques de flux et d'infrastructures, plutôt que d'espaces et de temps composés. Encore gérées en silos, elles occupent le territoire de façon additive et trop souvent

conflictuelle, alors que l'on gagnerait à en retourner les contraintes et en mutualiser les coûts financiers et énergétiques en les concevant à partir d'une focale territoriale, temporelle et circulaire.

De façon courante, le dessin et l'organisation des villes et des territoires laissent apparaître des concurrences, contradictions ou superpositions de mobilités sous la forme d'infrastructures autonomes ou singulières. D'une part, les mobilités humaines et, de l'autre, des flux divers, multipliant l'équipement territorial, la saturation des sols, les réseaux et les infrastructures de transports. Pour favoriser la résilience territoriale et urbaine, une vision systémique articulant plusieurs échelles serait nécessaire pour comprendre les flux et mobilités des personnes, des produits, des ressources (énergie, eau, déchets), des informations ainsi que des espèces vivantes (dont les virus). Pour les architectes Bernardo Secchi et Paola Viganò²², la porosité est une notion déterminante pour penser la ville contemporaine, selon une conception renouvelée de la mobilité, dans l'intrication des dimensions sociales et physiques.

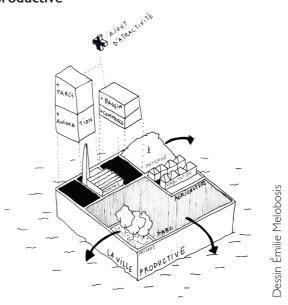
Il deviendrait alors avantageux de penser de façon systémique et au travers de nouveaux comportements ce qui entre et sort d'un territoire dans l'interaction entre ces modes de vie et ces flux.

Comment changer le regard sur l'intrication des échelles de temps et d'espaces et, à l'ère du numérique, imaginer une autre synchronisation des rythmes et des lieux, visant une nouvelle économie de mouvement et par suite d'énergie? « Les politiques temporelles participent, avec les expériences d'urbanisme transitoire, de cette capacité à mutualiser les espaces, les équipements et les voiries, à les affecter à des usages et des services différents selon les moments », nous rappelle l'urbaniste Jean-Marc Offner²³. Cette question territoriale et environnementale élargit celle de la relocalisation d'activités de production, à proximité des lieux d'usage et de consommation finale, et nous rapproche de l'ambition de villes et territoires en résilience.

^{22.} Bernardo Secchi et Paola Viganò, *La ville poreuse, un projet pour le Grand Paris et la métropole de l'après-Kyoto*, Genève, Métispresses, 2011.

^{23. «} Coronavirus, et après? », *Métropolitiques*, 19 juin 2020. Jean-Marc Offner est directeur général de l'agence d'urbanisme Bordeaux Aquitaine, a-urba.

La ville productive



Dès la reconnaissance de l'ampleur du choc et pendant sa phase d'absorption, un foisonnement d'initiatives voit le jour et une accélération s'opère dans les réponses diverses à la crise, en particulier pour assurer le maintien des fonctions vitales. La télémédecine, le téléenseignement et le télétravail se sont imposés à une vitesse décuplée. Dans ces périodes d'absorption de la crise puis d'adaptation, le mode research by design ou by doing²⁴ devient un outil rapide à mettre en œuvre et qui a le mérite d'associer les compétences de jeunes professionnels, des réseaux d'entraide avant les institutions et les experts. Ce levier d'action permet de générer de nouveaux projets sous forme collaborative avec les citoyens, associations, ONG, aussi bien que des partenaires privés ou institutions.

Face aux contradictions et lenteurs des décisions opérationnelles des appareils d'État pour soutenir certaines fonctions, les réseaux d'entraide

^{24.} Le « research by design ou by doing » et les projets proactifs se sont peu à peu imposés en raison des crises diverses que nous connaissons déjà, qu'elles soient économiques sociales, énergétiques, climatiques, ou relèvent de la crise du logement... De nouvelles générations d'architectes ont déjà émergé et expriment leur position et leur désir de repousser les limites : « Nous sommes aujourd'hui entrés dans une situation de crise généralisée, globale. Et c'est peut-être notre meilleure chance! » (Collectif Etc., p. 227, Alter Architecture).

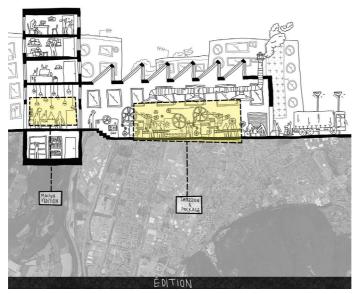
locaux et la communauté numérique se sont aussitôt mobilisés, en développant des projets collaboratifs à différentes échelles, du quartier à la ville. Les *fablabs* et *makerspaces*, montrant leur réactivité et leur capacité d'auto-organisation, ont créé en un temps concentré une chaîne de production collaborative pour remédier au temps d'adaptation des industriels aussi bien à la commande qu'à la logistique²⁵. Ainsi, en Île-de-France, *Makers x Covid Paris* et le *Fab City Grand Paris*, vont rassembler énergies et compétences pour répondre à l'urgence de la crise, avec la création d'une plateforme commune d'échange et de micro-usines de fabrication urbaine. Grâce à un maillage solidaire d'ateliers flexibles et coordonnés et à l'appui d'une logistique cycliste de livraison, ces *makers* ont été en mesure de satisfaire à des demandes de matériel sanitaire en particulier pour les centres hospitaliers (masques, visières, sur-blouses).

La communauté numérique réfléchit au passage de la gestion d'urgence proactive à la relocalisation des activités urbaines. Bâtie autour de compétences multiples – du design à la communication, en passant par la distribution – elle est une force à l'échelle locale. Si toutes les structures partie-prenantes du collectif ont connu un coup d'accélération en gérant l'urgence, l'élan de solidarité, la rapidité et l'efficacité de la coordination ou la gestion intelligente des stocks, de nombreuses questions demeurent pour l'après-Covid, la cohésion et l'avenir de ce collectif spontané. La question de la coopération à moyenlong terme est dans tous les esprits. « Que doit être la ville de demain pour pouvoir faire face à d'autres crises ou pour être en capacité de les prévenir? Comment pérenniser une production en garantissant une certaine qualité tout en restant viable financièrement? », s'interroge l'architecte Minh Man Nguyen du Fab City Grand Paris²⁶. La mobili-

^{25.} *Makery*, le media de tous les labs, témoigne de la mobilisation des volontaires fédérés au sein de collectifs et de lieux de fabrication qui ont émergé partout en France, à l'exemple de *Makers x Covid Paris*. Source : https://intelligences.metropolegrandparis. fr/fab-city-relocaliser-lactivite-dans-les-villes/.

^{26.} L'enjeu, pour le Fabmanager Antonin Fournier du *SimplonLab*, est de réussir à conserver cette dynamique de coopération au-delà de la période de lutte contre le Covid-19. L'architecte designer Quentin Perchais exprime également son espoir : « Cela fait plusieurs années que l'on travaille à coopérer entre lieux de fabrication. En deux semaines, infiniment plus été fait en collectif que ce que nous avions pu porter précédemment! Avoir une utilité réelle, produire de manière distribuée, faire discuter ensemble les différents labs, et maintenant, notre prochain challenge, trouver les conditions de la coopération! ». (Quentin Perchais, WoMa). https://intelligences. metropolegrandparis.fr/fab-city-relocaliser-lactivite-dans-les-villes/.

sation métropolitaine se poursuivra donc. Cependant, le partage des connaissances comme la mobilisation collaborative doivent se projeter à plusieurs échelles.



Dessin Joseph de Metz

Face à certaines réductions de dynamisme de vie urbaine, et dans cette perspective de mobilisation créative, la piste de l'économie circulaire et de la *Fab City* pourrait également soutenir une revitalisation des villes. Elle permettrait de marier l'usage des nouveaux instruments numériques aux pratiques sociales que la pression néolibérale fait oublier. La Fab City repose en effet sur une relocalisation partielle de la production industrielle ou artisanale portée par les nouvelles technologies dans des Fab labs urbains. Ainsi s'organise une démocratisation des outils de fabrication, un accompagnement d'artisans selon des conceptions durables, dans des lieux d'autonomie, d'entraide et d'expérimentation technique. Ces derniers s'intègrent dans une dynamique plus large de développement de tiers-lieux ou espaces de co-working et de conciergeries collaboratives qui permettent de décentraliser l'activité et l'innovation, en l'ancrant dans les territoires. Elle encourage la constitution de réseaux et de communautés d'acteurs animant ces tiers lieux et propose un nouveau modèle d'économie du partage, innovant et responsable. Les flux de matières deviennent alors

locaux et en circuits fermés, selon les principes de l'économie circulaire, tandis que les flux de données et d'informations permettent l'échange numérique d'innovations dans les chaînes de valeur²⁷.

L'action publique peut accompagner l'émergence d'un modèle économique de *Fab City* par le soutien aux communautés de *makers, aux tiers-lieux et* à la mise en œuvre de circuits courts. Si le tiers-lieu fournit un « espace de rencontres physiques au cœur d'une économie virtuelle ²⁸ », et qu'il se présente comme un accélérateur d'innovation et de créativité, il est néanmoins en recherche de modèles pour assurer sa survie et accroître son rôle dans la transformation de l'économie et de la société. Il serait intéressant de le faire interagir avec d'autres dispositifs. Les collectivités pourraient faire remonter ainsi des initiatives territoriales en faveur de la revitalisation des centres villes.

L'intérêt pour la ville productive marque une attention au renouvellement des modalités spatiales d'articulation entre habitat et activité, mais au-delà entre production et consommation, et un « retour du territoire » dans un contexte de forte montée en puissance des préoccupations environnementales et des inquiétudes vis-à-vis des externalités négatives de la globalisation des échanges²⁹. Plus que jamais après la pandémie Covid-19, cette réintégration de l'activité productive s'accompagne d'une transformation des formes de travail et d'emploi. Nous reviendrons plus loin sur ces questions.

La rapidité de réponse dans les phases d'absorption du choc, puis de récupération devient un enjeu essentiel. La crise avec la période de récession qui s'en suit et le développement des liens numériques, des moyens de communications, de rassemblement et de diffusion de l'information sont propices à l'émergence de nouvelles formes d'action et de production. Le spectre d'intervention concerné par ces nouveaux modes d'action est large : il peut porter aussi bien sur l'urbanisme tactique que sur l'émergence de nouvelles formes économiques, dont l'économie circulaire.

^{27.} Source déjà citée : https://intelligences.metropolegrandparis.fr/fab-city-relocaliser-lactivite-dans-les-villes/.

^{28.} Marie-Vorgan Le Barzic et Stéphane Distinguin, « Cantine : un espace de rencontres physiques au cœur de l'économie virtuelle », Le *journal de l'école de Paris du management*, 2010, vol. 84, n° 4, p. 31-37.

^{29.} Extraits du texte d'Appel à projets de recherche du Puca 2020 : « Quelle place pour quel travail en ville? Les conditions économiques, sociales et environnementales de la ville productive ».

La ville politique

Rôles et enjeux d'acteurs

« L'absence d'intentionnalité qui caractérise l'épidémie comme événement biologique n'en annule pas le caractère éminemment politique. C'est dans des sociétés mondialisées, urbanisées et connectées que se diffuse cette épidémie [...]. Mais la catastrophe porte aussi en elle un risque de rétractation du politique. En son nom, une gestion efficace et prétendument dépolitisée du présent peut s'imposer pour "faire face". Le déploiement des technologies de contrôle des populations en Chine a franchi avec l'épisode du Covid-19 un cap décisif, et il y a fort à parier que les autorités chinoises ne reviendront pas en arrière. Les mesures qui, partout dans le monde, suspendent un certain nombre de procédures démocratiques pourraient avoir des effets persistants. Les technologies numériques — qui nous permettent de télétravailler, de rester en contact avec les proches, de nous faire livrer à domicile — contribuent aussi à dépolitiser notre rapport au monde. » (Anne Dujin, « Le virus dans la cité », *Esprit*, mai 2020).

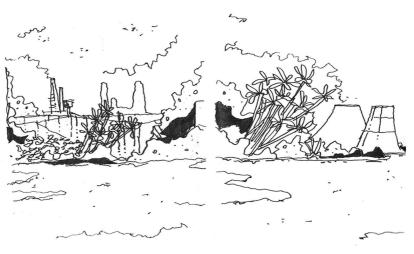
De la sphère personnelle, avec le souci de sa santé et de ses ressources, à la sphère institutionnelle, les échelles intermédiaires, locales, régionales, nationales, internationales ont été rappelées à la réalité de l'incertitude. L'épidémie et ses réponses sont en évolution permanente : à mesure que les épidémies se déplacent dans l'espace, les gens changent de comportement s'ils le peuvent. Devenant brutalement conscients de notre vulnérabilité collective, mondiale, nous avons exprimé à toutes les échelles de la société le besoin de recourir, en plus des moyens de défense, à des solidarités. Quel avenir pour les solidarités de voisinage, de quartiers, de réseaux qui ont ouvert de nouveaux horizons d'urbanité? Si les rôles ont été distribués pour la phase première de réponse à la crise, quel futur va se dessiner pour nos villes et territoires? Sommesnous capables d'une vision collective?

Adversaires du risque, nous n'en restons pas moins souvent liés à l'habitude et à nos préjugés? Cette crise, en montrant la sous-estimation de l'importance du rôle de l'État, des services publics, de l'action collective, des dispositifs de soins comme de prévention de santé, a rendu visible l'imbrication de nos liens sociaux et économiques. La santé réapparaît comme une fondation profonde de l'économie.

Nos comportements à moyen et long terme et le recours à des solutions sociales et techniques peuvent donner lieu à un éventail de scénarios variables selon ce que les gouvernements nous encourageront à faire, et ce qui restera viable de la marche de l'économie avec les entreprises, sans oublier le rôle des projets collaboratifs. Cela peut aller du repli local, au tout technologique ou encore à l'acceptation d'actions impliquant des interactions entre les groupes, règle première de la résilience. Ne sommes-nous pas à un moment où après le mythe de l'individualisme forcené, les perspectives collectives sont indispensables pour engager des régulations écologiques comme financières, si l'on veut contenir la peur et l'exaspération propice aux révoltes?

Le retour de l'État protecteur, dont on avait plus ou moins regretté le dépérissement lors de la crise de 2008 face aux forces de la finance et aux multinationales n'avait pas depuis longtemps été aussi désiré et nécessaire. En Europe, l'État, le parlement et la place publique reviennent comme porteurs de sens. Mais peut-on espérer une Europe du « nous », plus solidaire, plus souveraine?

L'idée, en sortie de crise, n'est-elle pas que la relance économique soit le moins dommageable possible pour la biodiversité et l'environnement, voire en fonde la transition? Si l'on veut repartir sur des activités économiques plus pérennes, il faut aussi que les acteurs se posent la question des conséquences environnementales sur la biodiversité et le climat du redéveloppement de leur secteur économique et de leur limitation. Pourra-t-on faire en sorte de veiller à ce que nos activités impactent moins l'état de la biodiversité dans les pays du Sud et à réduire la déforestation importée par exemple?



Dessin Romain Guillou

Pour l'économiste Patrice Geoffron et l'ingénieur Benoît Leguet³⁰, les co-bénéfices de l'action climatique devront être réévalués au sortir de la crise de la Covid-19.

Gageons qu'il n'y a aucune raison logique – bien au contraire – pour que ces co-bénéfices soient minorés à l'issue de cette épreuve collective... Intégrer les co-bénéfices environnementaux et sanitaires à l'orientation de l'action publique est crucial. Cela d'autant que toutes les évaluations ont été opérées avant la survenue de la crise induite par la Covid-19, c'est-à-dire sans prendre en compte les effets d'évitement de prochaines pandémies (via la préservation de la biodiversité, dont la valeur devra être également débattue) ou la capacité à les affronter avec résilience (via la réduction de l'habitat précaire, le raccourcissement de certaines chaînes de valeur...)³¹.

Le rôle des entreprises devient important aux côtés des États et des villes, quand leurs objectifs semblent vouloir dépasser les simples performances financières. Car sans leur soutien, il est improbable que les États encore souvent désunis arrivent seuls à maîtriser les incidences des crises et les processus de résilience qui voudraient leur succéder.

Selon Isabelle Thomas ³², professeure à l'université de Montréal, un leadership fort et une gouvernance intégrée, autrement dit une implication de l'ensemble des parties prenantes sont deux ingrédients incontournables de la résilience. Cela, afin de s'assurer de la co-construction de solutions adaptées aux différentes réalités des territoires locaux. Outre les changements organisationnels à mettre en œuvre au sein de la collectivité et leurs coûts prévisionnels, un plan de résilience se doit nécessairement d'intégrer un cadrage avec des critères de résilience afin de favoriser le développement de projets pilotes efficaces.

^{30.} Patrice Geoffron est professeur de sciences économiques et directeur du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières de l'université Paris Dauphine. Situés à l'interface de l'industrie et de la finance, ses travaux les plus récents portent sur des problématiques liées aux industries de réseau (télécoms, électricité...). Benoît Leguet est le directeur général d'I4CE-Institute for Climate Economics, le *think tank* sur l'économie de la transition énergétique fondé par la Caisse des dépôts et l'Agence française de développement.

^{31.} Hadrien Hainaut., Maxime Ledez, Quentin Perrier, Benoît Leguet, Patrice Geoffron, « Investir en faveur du climat contribuera à la sortie de crise », I4CE, avril 2020.

^{32.} Isabelle Thomas, « Climat : La résilience des villes passe par une démarche intégrée et collective », *Le Monde*, Tribune, 22 octobre 2019.

La ville à venir

Travailler chez soi, à distance

Selon une enquête de l'Observatoire société et consommation, ObSoCo, publiée sur le site Forum Vies Mobiles ³³, le confinement aura été l'occasion d'expérimenter le télétravail à temps complet, pour une part conséquente des actifs (33 %), alors qu'ils n'étaient que 7 % à le pratiquer avant la crise. Malgré des conditions parfois difficiles (espace de travail non adapté, enfants au domicile, etc.), 53 % des personnes concernées vivent positivement l'expérience, du fait soit de la réduction des déplacements domicile-travail, soit de la possibilité d'organiser différemment leur rythme de vie. Ces résultats suggèrent que le télétravail pourrait connaître un essor important dans les mois et années qui suivront la crise de la Covid-19.

Les effets urbains de la transformation du travail sont déjà perceptibles. Normes de distanciation, évolution des réunions, nettoyage en profondeur, augmentation du temps assis et travail à distance, tendraient-ils à modifier à plus long terme les modes et les atmosphères de travail au sein des villes « post-virus »? Certaines grandes entreprises planifient déjà le fonctionnement d'espaces de bureaux à faible densité, avec moins de personnes en coprésence dans les bâtiments et des horaires de travail échelonnés. Mais toutes les organisations ne seront pas en mesure de supporter de tels changements. Pour les universités, la tendance annoncée pour l'automne 2020 est à poursuivre au moins les conférences et cours magistraux en ligne et reconsidérer l'intérêt des amphithéâtres. Ce dernier choix semble s'opérer sans évaluation du rôle de la communication de contact interpersonnelle (certes réduite à néant dans le cas d'un amphi bondé), ni souci de l'interaction dans le dialogue des membres de l'auditoire, alors que s'impose l'autorité de l'intervenant. Cette disparition de la pragmatique, à savoir de ce qui n'est pas totalement explicite dans le message verbal ou écrit, comme la gestuelle porteuse de sens et le contact informel, change l'ergonomie et les relations de travail et d'échange de connaissances.

^{33.} L'enquête a été conduite en ligne du 3 au 8 avril 2020, auprès d'un échantillon de 1 500 personnes, représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans, dont 1 052 personnes ayant participé à l'Enquête nationale « Mobilité et modes de vie 2020 », menée un an plus tôt par le Forum Vies Mobiles auprès de 13 201 personnes.

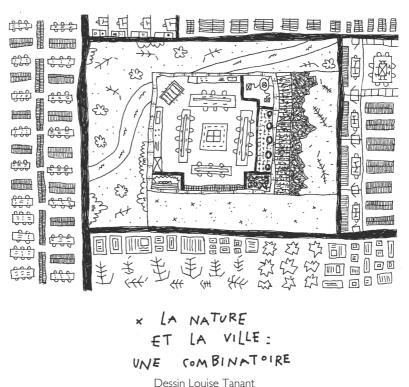
Les réflexions prospectives sur le travail, ses espaces et ses rythmes restent donc une nécessité. Pour ce qui concerne le télétravail ou la fin de la distance comme de l'espace identitaire commun, les impacts sociaux et économiques du travail à distance sont-ils bien cernés? Un avenir de télétravail moins riche socialement serait-il moins innovant, quand au moins pour certaines tâches de routine, la productivité semble augmenter avec la possibilité de travailler à domicile ou près de chez soi? On sait, à l'inverse, que les ressources spatiales et temporelles de rencontre informelle des bureaux, des laboratoires ou des lieux d'enseignements font une différence dans la qualité des collaborations, la créativité, l'inventivité des hasards heureux et le sentiment d'appartenance à un groupe. Et il ne s'agit pas seulement de la fameuse machine à café, mais de tous les lieux de convivialité, les seuils, les restaurants, les salles de repos, tous ces lieux où l'on est debout, où l'on se croise. Les technologies facilitatrices de télétravail pourraient ici présenter leurs propres limites.

Thierry Pech et Martin Richer commentent ainsi pour Terra Nova l'accélération des transformations du travail et en particulier l'enquête #Montravailàdistance, Jenparle! :

La perception du travail à distance est loin d'être monochrome. Lorsqu'on interroge les personnes sur les principales difficultés rencontrées, on obtient un tableau assez convergent. Elles mentionnent d'abord le manque d'environnement social professionnel avec l'éloignement des collègues, le manque de la coprésence, le sentiment d'isolement, puis la difficulté à séparer vie professionnelle et vie privée, la lassitude d'une situation qui se prolonge ou encore la charge et la durée du travail plus importantes. Et lorsqu'on les interroge sur les principaux bénéfices de cette situation, elles mentionnent d'abord la découverte de nouvelles façons de collaborer, une moindre fatigue, le fait d'avoir plus de temps pour certaines tâches, l'usage plus fréquent des outils collaboratifs ou encore la plus grande autonomie dans le travail. Ces aspects montrent qu'effectivement, le travail est en train de se transformer dans le sens d'une plus forte expression de soi (créativité, autonomie) et d'une tentative de réduction des pénibilités 34.

^{34.} Thierry Pech et Martin Richer sont respectivement directeur de Terra Nova et responsable du pôle Entreprise, travail et emploi de Terra Nova. «#Montravailàdistance, Jenparle! » est une initiative lancée par Res publica avec la CFDT, *Metis Europe*, Management et RSE et *Liaisons sociales magazine*. Il s'agit de « mieux comprendre les transformations du travail qui s'accélèrent dans cette période si particulière. Nous

L'accélération numérique peut constituer à la fois un formidable moyen de redistribution des lieux et des rôles, de créativité productive, mais également un agent de délocalisation profonde qui peut faire apparaître de nouvelles divisions et dispersions fonctionnalistes. Les usages réinventés et les modes d'occupation informels résultant de la crise économique et de la baisse des investissements publics pourraient ne pas suffire à consolider une urbanité riche, en laissant vacants des temps et des espaces jusqu'ici animés, foisonnants et attractifs par leur vitalité quotidienne. Irions-nous vers un monde urbain à la fois plus divisé et plus vert?



Dessin Louise Tanant

avons notamment voulu cerner la façon dont le choc du *travail confiné* est vécu par les salariés, les managers et les entreprises, lorsque 8 millions de personnes sont soudainement converties au télétravail », 30 avril 2020.

Vers une mobilité résidentielle?

Les travaux de l'Observatoire des usages émergents de la ville³⁵ menés depuis 2017 ont montré une quête de proximité chez les urbains européens tout en révélant une perte d'attrait du modèle de la grande ville auprès des citadins : « À l'opposé des exubérances supposées de la *smart city*, les Français attendent et préfigurent une ville future raisonnée, verte et gorgée de commodités à portée de marche ou de vélo ».



Dessin Joseph de Metz

Compte tenu du rejet par certains des métropoles actuelles généralement associées à des nuisances et des congestions et face à des aspirations fortes à aller « vivre ailleurs », la cité est invitée à se réinventer pour converger vers les nouveaux désirs et comportements de ses habitants. Ce désir de changer de cadre de vie déjà rapporté avant la crise Covid-19 pourrait se renforcer. Le travail à domicile, mis en pratique particulièrement depuis cette crise sanitaire et son amplification probable, pourrait créer une accélération de la poussée vers la vie en périphérie des villes, en pôles urbains moins denses, ou en zone rurale.

^{35.} Avec l'Observatoire des usages émergents de la ville, alimenté par une enquête conduite auprès de 4 000 Français(e)s et 3 000 Européen(ne)s en 2017 et sa deuxième édition en 2020, l'ObSoCo et Chronos ont développé une lecture actualisée et prospective de la ville au travers des usages émergents et des représentations de ses citadins.

L'enquête ObSoCo et Forum des vies mobiles³⁶ menée en 2018 témoignait par exemple d'une perte d'attractivité de la région Île-de-France et confirmait le désir marqué de près d'un Francilien sur deux de quitter l'Île-de-France au profit d'une installation dans une ville moyenne ou petite, voire un village isolé à la campagne, l'arc littoral étant plébiscité. Plus d'un quart envisagent sérieusement de concrétiser leur projet de départ au cours des cinq prochaines années. Cette migration résidentielle pourrait s'accélérer à la sortie de cette pandémie.

Sommes-nous à la recherche d'un idéal d'intensité urbaine sans densité apparente? L'attente de plus de convivialité, de bien-être, de naturel et d'écologie est exprimée clairement par les français. Le modèle utopique de la « ville-nature » semble l'emporter sur ceux des villes connectées et diffuses. Dans le débat urbain actuel, Jean-Marc Offner, directeur général de l'a-urba, prône une réflexion plus prospective sur ce qu'il dénomme « les territoires capables », plutôt qu'un idéal urbain univoque : « Des compromis sur mesure, entre le proche et le lointain, pourront ainsi s'élaborer de façon souple pour répondre à des pratiques et des aspirations différenciées 37 ». Il insiste enfin sur l'importance de repenser la gestion urbaine, « parent pauvre d'une action publique qui préfère trop souvent le hard au soft, l'investissement au fonctionnement », pour une meilleure organisation quotidienne des villes, où l'ordinaire devient stratégique. Les réallocations spatiales et temporelles d'usages dans l'espace public, les mobilisations inédites du mobilier urbain, les régulations horaires viennent alors abonder les outils d'aménagement. On peut illustrer ces régulations par l'exemple des rues hollandaises où les flux cyclistes sont interrompus au profit de la marche, lors des heures de pointe commerciales ou de sorties d'école. Il y voit plus qu'une trousse de secours dans la boîte à outils de la résilience urbaine et territoriale :

Sa contribution au nécessaire *aggiornamento* (Offner 2020) de l'action publique locale peut être majeure. En encadrant nos vies quotidiennes dans un déploiement spatial à géométrie réglementée, la crise sanitaire a laissé entrevoir les arbitrages opérés trop implicitement par les actuelles politiques publiques de

^{36.} Enquête sur l'aspiration à quitter l'Île-de-France publiée le 18 mars 2018 sur le site Forum Vies Mobiles.

^{37.} Jean-Marc Offner, « Coronavirus, et après? Pour de nouveaux compromis urbains », *Métropolitiques*, 19 juin 2020. URL : https://www.metropolitiques.eu/Coronavirus-et-apres.html.

l'habitat, des déplacements, de l'environnement, qui formatent les échelles des activités humaines. Pour y voir plus clair dans les inégalités sociales comme dans les injustices spatiales, il convient de passer des arbitrages discrets aux compromis explicites, d'évaluer les gagnants et les perdants potentiels de ces jeux avec les distances³⁸.

Il est impossible de se préparer à l'impensable

Cette pandémie n'est certainement pas le *Big One* qui ne reviendra plus avant un siècle. Comme le rappellent depuis plusieurs années l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale et le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) ou encore le CRED³⁹, le réchauffement climatique nous incite à prévoir la multiplication des pandémies tropicales, tant nous sommes face à l'ambivalence d'un monde où la circulation des biens et des personnes est simultanément une chance et une menace. Il y aura d'autres coronavirus et c'est également de l'Arctique, avec la fonte du permafrost, que pourrait venir une menace parmi les plus sérieuses. Zoonoses et changement climatique apparaissent ainsi comme les deux grandes menaces aujourd'hui associées, liées à l'entrée dans l'anthropocène. C'est cette nouvelle situation durable qu'il faut désormais être capable de penser et pour laquelle, il faut concevoir et préparer – en matière de politiques publiques – les réponses nécessaires.

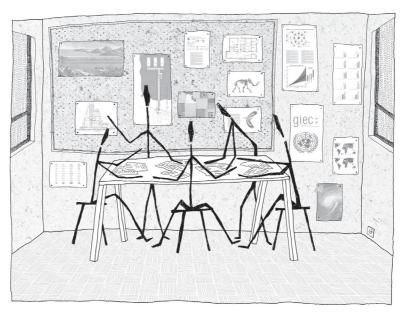
Nous avons constaté, avec la crise du Covid-19, combien le débat public se trouvait saisi par des questions techniques, les choix politiques reposant sur les réflexions et interprétations d'experts et de spécialistes. Or l'expertise concerne plusieurs disciplines qui appellent des collaborations internationales. Sommes-nous en mesure d'assurer une telle coopération au plan mondial? On peut en douter lorsque l'on voit le refroidissement actuel des relations entre les États-Unis et la Chine et les enjeux économiques très concurrentiels de la course au vaccin qui priment sur les objectifs de santé pourtant mondiaux. Toutefois

^{38.} Jean-Marc Offner définit en effet l'ajustement des distances entre les lieux, les activités, les individus, comme l'essence même du travail de l'urbaniste.

^{39.} La base de données du CRED (université catholique de Louvain) traite des catastrophes naturelles et technologiques mais aussi les fléaux tels que les famines, les épidémies. Considérée comme la référence en la matière, elle a une couverture mondiale et recense les événements depuis 1900.

à l'heure où s'annoncent d'autres catastrophes menaçant l'humanité, l'anthropologue Frédéric Keck⁴⁰ qui travaille depuis plusieurs années sur les pandémies d'origine animale s'est intéressé à la manière dont la menace d'une pandémie commune pourrait reconfigurer les relations entre humains ainsi qu'entre humains et non humains et nous situe dans un monde « biosocial ». Comment nous saisir de cette hypothèse?

Cette pandémie a fait apparaître une fois encore la question délicate des controverses concernant de la résilience. Qui décrète la résilience et la promeut, selon quel horizon et pour qui? Nous avons constaté une mise en danger de l'urbanité et des villes par l'accélération et l'agrégation de phénomènes et actions. Engager la résilience de certains secteurs est une chose, mais lorsqu'ils sont mis ensemble, les perspectives sont plus compliquées, voire contradictoires, bien que nous ayons conscience de la nécessité d'une vision systémique pour favoriser la résilience.



Dessin Louise Tanant

^{40.} Frédéric Keck, Un monde grippé, Paris, Flammarion, 2010.

Le parcours que nous venons de proposer, en interrogeant certaines observations saillantes sur les questions que la pandémie pose à nos villes et territoires, fait ressortir des capacités d'absorption et de récupération en réponse au choc, mais nous laisse incertains quant à notre capacité collective d'adaptation favorable à l'anticipation d'une prochaine crise.

Nous avons pu constater une accélération de plusieurs facteurs. L'accélération numérique peut être à la fois un formidable moyen de redistribution des lieux et des rôles, de créativité productive, d'invention de nouveaux services, et faire apparaître de nouvelles divisions et dispersions fonctionnalistes L'hybridation des organisations, des capacités productives et des programmes est appelée à se multiplier dans plusieurs domaines : la crise et les réponses que l'on a pu y apporter pour en réduire les conséquences ont vu se renforcer l'intérêt de développer conjointement des programmes urbains hybrides, tant pour le travail (avec le co-working) que pour le logement intergénérationnel (co-housing) ou encore les mobilités.

Notre colloque en avait témoigné et cette crise majeure nous montre encore une fois combien une société souffre quand elle n'est pas préparée à une crise mais aussi quand elle n'est pas en mesure de protéger les plus faibles dès qu'ils sont soumis à un choc. Il avait également alerté sur l'expérience de la faiblesse ou des dysfonctionnements des organisations humaines, trop souvent victimes d'effets de silos, dans les différentes phases d'anticipation, de gestion de crise et de réponse à suivre. Serons-nous capables de donner plus de place à la formation et à la culture, de partager les connaissances, de détecter les conflits et de projeter des objectifs et critères de décisions plus intégratifs? L'hypothèse même d'un système en résilience supposerait des modifications substantielles de nos modes de vie et une plus grande souplesse de nos institutions afin de ne pas s'enfermer dans l'impossible agrégation des réponses sectorielles.